

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

**Vie de la société**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 11 (1870), p. 137-140

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1870\\_\\_11\\_\\_137\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1870__11__137_0)

© Société de statistique de Paris, 1870, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

# JOURNAL

DE LA

## SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS.



### I.

#### *Procès-verbal de la séance du 2 avril 1870.*

Le 2 avril 1870, la Société de statistique de Paris s'est réunie sous la présidence de M. Passy.

Le procès-verbal est lu et adopté.

Sont nommées membres titulaires de la Société les personnes ci-après, dont la candidature avait été présentée dans la séance précédente:

**MM.** le comte Lewenhaupt, attaché à l'ambassade de Suède et Norwége;  
Cqlla, ancien manufacturier;  
Louis Usquin, directeur de la poste en Corse;  
Léon Lefort, professeur agrégé à la Faculté de médecine;  
Denis De la Garde, ingénieur des mines, attaché à l'ambassade de France à Madrid.

**M. Legoyt** donne lecture d'une note sur le mouvement des libéralités aux établissements publics en France de 1856 à 1863.

Cette lecture provoque la discussion ci-après:

**M. Passy** regrette que l'auteur de la note ait paru prendre, au moins dans une certaine mesure, la défense des biens de mainmorte. Le grand inconvénient de l'extension de ces biens, c'est de soustraire au commerce une portion plus ou moins notable du sol, et d'empêcher ainsi qu'elle aille, par le libre mouvement des transactions, à ceux qui pourraient en tirer le meilleur parti. Car c'est là l'effet principal de la complète disponibilité de la terre, qu'elle a, tôt ou tard, pour acquéreur le propriétaire le plus capable d'en tirer, en l'améliorant, le plus fort revenu.

Sous un régime de libre transmission de la propriété foncière, comme le nôtre, les biens de mainmorte constituent une sorte de privilège que ne justifient ni l'état de nos mœurs, ni les besoins de l'agriculture, ni un intérêt social ou politique quelconque.

Au point de vue agricole, les terres de mainmorte, qu'elles appartiennent à des établissements laïques ou religieux, sont les plus mal cultivées de la localité où elles sont situées. Le mot d'Arthur Young, en 1788, qu'il reconnaît, à sa mauvaise tenue, un bien d'église entre mille, est encore vrai aujourd'hui. Personnellement, l'orateur a constaté maintes fois que les biens des hospices, par exemple, par suite de l'obligation que la loi ou les règlements font aux commissions administratives

de les affermer au plus offrant, tombent le plus souvent entre les mains de mauvais cultivateurs, qui les épuisent et deviennent en outre insolubles.

L'entière disponibilité du sol est particulièrement nécessaire en France, où il importe que la terre se subdivise entre un grand nombre de possesseurs, qui deviennent ainsi, par la force des choses, les défenseurs de l'ordre et de la société.

Cette disponibilité est, en outre, pour le paysan français, le plus énergique excitant au travail et à l'économie. Supprimez, pour lui, cette perspective de la propriété, qui est son objectif de tous les jours, de tous les instants, et vous le découragez, vous le démoralisez profondément, vous en faites indirectement l'auxiliaire du socialisme et du communisme.

Les biens de mainmorte n'ont pas eu toujours les inconvénients, les dangers même attachés aujourd'hui à leur existence. Ainsi, dans les premiers temps de la monarchie, les congrégations religieuses ont rendu d'incontestables services à l'agriculture, en attirant à elles, par des conditions plus favorables que celles qui leur étaient faites par les seigneurs, un grand nombre de bons travailleurs et en préparant ainsi leur émancipation.

Dans un temps où le privilège formait la loi commune, où toute la propriété était inféodée, ces congrégations, presque toutes en même temps, au moins pour l'époque, de véritables foyers de lumière, cultivaient certainement mieux que les propriétaires des grands fiefs. Mais ce qui pouvait être favorable, à ces époques éloignées, au progrès agricole, a cessé de l'être depuis longtemps, et on a dit avec raison que la *terre libre* est inséparable de l'*homme libre*.

On s'est plaint des progrès du morcellement, de l'émiettement du sol. L'orateur ne croit pas à ce fractionnement indéfini de la terre. L'étendue des exploitations dépend de la nature et des conditions locales de la culture. Là où elle exige des superficies considérables et contiguës, on voit se former la grande propriété; là, au contraire, où la main-d'œuvre est l'élément dominant de l'exploitation, comme dans les régions viticoles, par exemple, on voit naître et se développer la petite propriété.

L'orateur termine en exprimant le regret que l'administration des finances ne fasse pas, périodiquement, une enquête sur l'état réel du morcellement, en s'assurant, par exemple, si la propriété rurale ou cultivée (la seule en cause) se divise ou non entre un nombre croissant de propriétaires. Quelques directeurs des contributions directes ont entrepris avec succès un travail de cette nature pour leur département, et ce travail a démontré que le morcellement n'a fait que des progrès insensibles. M. Passy cite notamment les excellentes recherches dans ce sens, pour l'Yonne et l'Isère, de M. Gimel.

M. Wolowski partage l'opinion de M. Passy. Il reconnaît, avec lui, qu'aux époques où le capital mobilier, le crédit et la liberté individuelle n'existaient pas, la propriété de mainmorte avait sa raison d'être. A ces époques, en effet, la culture était purement extensive; il s'agissait, avant tout, de défricher des superficies considérables de bois et de landes; or, la main-d'œuvre seule suffisait pour une œuvre de cette nature. C'était alors la terre qui était maîtresse de l'homme, qui imposait à son ignorance ses exigences de toute nature, qui le rendait esclave de certains modes, de certaines natures de cultures. Aujourd'hui, l'exploitation du sol vent de l'art, de la science, des capitaux; de nos jours, c'est l'homme qui a dompté la terre et l'a soumise à sa volonté, à l'action puissante de son intelligence; aussi a-t-on pu dire avec raison : *Tant vaut l'homme, tant vaut la terre.*

On peut, d'ailleurs, généraliser la question et soutenir que le communisme se rencontre au berceau des sociétés. En fait, le progrès de la civilisation se manifeste par le triomphe de l'action individuelle, de l'homme abandonné à sa propre énergie, à sa propre initiative, à sa responsabilité directe et positive.

En fait encore, le progrès de l'agriculture a été déterminé partout par la conquête et la consécration de deux grands principes : l'affranchissement du sol, l'affranchissement du cultivateur.

En vain argumente-t-on de l'état prospère de l'agriculture anglaise pour en conclure que l'agglomération du sol favorise le progrès agricole. On perd de vue que si, en Angleterre, la propriété n'est pas morcelée, il en est autrement de la culture par les fermiers, culture qui n'est ni la grande ni la petite, et qu'on pourrait appeler la moyenne. Cette division de la culture est une des premières conditions de succès des exploitations anglaises. Ce serait, d'ailleurs, une erreur de croire que la propriété, en Angleterre, a le caractère des biens de mainmorte. Légalement, elle ne peut être frappée de substitution que pour trois têtes successives. La jurisprudence autorise, en outre, certaine procédure, certaine fiction judiciaire, grâce à laquelle la terre peut devenir libre entre les mains mêmes du fils qui l'a reçue de son père.

L'orateur rappelle, en terminant, qu'il a traduit et publié, il y a quelques années, un excellent travail du célèbre économiste allemand Roscher, ayant pour titre : *la Politique de l'agriculteur*. Ce savant y développe avec beaucoup de force et de clarté des opinions semblables aux siennes.

M. Legoyt se félicite d'avoir provoqué l'intéressante discussion que la Société vient d'entendre. S'il a paru prendre, dans sa note, la défense des biens de mainmorte, contrairement aux opinions qu'il a constamment soutenues, et notamment dans son mémoire *Sur l'État du morcellement en Europe*, c'était uniquement en vue d'amener un débat dans lequel il savait d'avance que la doctrine de l'immobilisation du sol, par le libre développement de la mainmorte, trouverait d'énergiques et savants contradicteurs. En d'autres termes, il s'est fait, dans cette circonstance, ce qu'on appelle vulgairement *l'avocat du diable*.

Toutefois, il saisit cette occasion de faire remarquer qu'il regrette la limitation du droit de tester, en ce qui concerne les libéralités immobilières aux établissements publics. Cette limitation, ou, en d'autres termes, l'obligation pour ces établissements de subordonner leur acceptation à une autorisation du gouvernement, lui paraît constituer une atteinte à la propriété elle-même. L'orateur n'admettrait, en pareil cas, comme parfaitement légitime que l'action en captation par la famille contre les établissements donataires. Au fond, il ne redoute pas une extension considérable de la mainmorte en France. Et d'ailleurs, la mainmorte, dans le sens étroit du mot, n'existe que très-peu dans notre pays. Sauf quelques libéralités immobilières avec condition de la conservation indéfinie de l'immeuble transmis, le plus grand nombre des autres ont pour objet des propriétés dont les bénéficiaires peuvent disposer. C'est ainsi que nous voyons, tous les jours, les communes, les départements, les hospices, les établissements d'instruction publique, les sociétés anonymes et même les congrégations religieuses aliéner ou hypothéquer leurs immeubles. Ainsi la complète inféodation, l'immobilisation du sol entre un petit nombre de mains ne saurait se produire en France. Considérée à ce point de vue, la mainmorte peut offrir des inconvénients, mais non des dangers chez nous. Au surplus, le mal

trouverait dans son excès même le remède qui lui convient ; c'est-à-dire que, si la propriété individuelle venait à se raréfier, elle augmenterait de valeur dans des proportions telles, que les possesseurs collectifs auraient un intérêt décisif à faire rentrer, par la vente, leurs immeubles dans le commerce.

*M. Passy* rappelle que, dans tous les pays, et surtout dans les plus civilisés, le droit de propriété est toujours limité par l'intérêt public. Les lois d'expropriation pour cause d'utilité publique en sont la preuve. En France, ce droit reçoit bien d'autres restrictions. Ainsi, la loi interdit au père de famille de déshériter ses enfants, ou de faire à l'un d'eux des avantages supérieurs à une certaine proportion. Elle défend, dans un intérêt d'hygiène publique, la consolidation des maisons frappées de servitude de voirie. Elle déclare que la propriété de la surface n'emporte pas celle du sol jusque dans ses dernières profondeurs, puisqu'elle soumet à l'autorisation du gouvernement la faculté d'exploiter une mine, c'est-à-dire le fonds inférieur, distinct du fonds supérieur. Elle est donc conséquente, lorsque, dans un intérêt social, politique, financier et peut-être aussi agricole, elle donne au gouvernement la faculté de prévenir l'immobilisation du sol entre les mains des établissements publics.

*M. Bertrand* estime que l'action en captation, à laquelle, d'ailleurs, les familles peuvent toujours recourir, ne saurait prévenir l'accroissement des biens de mainmorte, car les preuves d'une influence indûment exercée sur le bienfaiteur sont toujours très-difficiles à établir juridiquement.

*M. le docteur Lunier* cite un certain nombre de faits à sa connaissance dans le sens des observations de *M. Passy* sur la défectueuse exploitation des terres possédées par les établissements publics. Cela est vrai surtout pour les communaux non amodiés, qui sont le plus souvent incultes et abandonnés à la dépaissance.

*M. Legoyt* fait remarquer que, bien qu'en voie d'accroissement, les biens ruraux transmis aux établissements publics ne forment encore que le dixième à peine de la superficie cultivée en France. Nous sommes donc bien loin de la proportion atteinte en Belgique, où ils forment le quart de cette superficie.

*M. Motheré* estime que l'accroissement signalé par les documents officiels pourrait bien n'être réel que pour partie. Il n'est pas douteux, en effet, que l'administration financière a rencontré, au début, c'est-à-dire lors de l'assiette de l'impôt du 20<sup>e</sup>, beaucoup de difficultés pour la constatation exacte des biens de mainmorte. Des omissions importantes ont eu lieu, qui ont été réparées plus tard.

La séance est levée à la suite de cette discussion.

---